



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

TRIBUNAL JUDICIAIRE de RENNES

Service de la Protection des majeurs

7 Rue Pierre Abélard – TSA 93138
35031 RENNES CEDEX

Tél.: 02 99 65 29 76 (Cabinet 1)

02 99 65 37 08 (Cabinet 2)

Mail : tutelles.tj-rennes@justice.fr

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

Notice d'habilitation familiale -Représentation-

Cette notice explique le fonctionnement de l'habilitation familiale (sous réserve de modifications législatives ou réglementaires) : conservez-la précieusement jusqu'à la fin de la mesure.

Cette mesure permet de **représenter un proche** (arrière-grand-parent, grand-parent, parent, enfant, petit-enfant, frère ou sœur, partenaire de PACS ou concubin, époux) qui se trouve dans l'impossibilité de pourvoir seul à ses intérêts en raison d'une altération, médicalement constatée soit de ses facultés mentales, soit de ses facultés corporelles de nature à empêcher l'expression de sa volonté, dans un ou plusieurs actes de la vie civile, **à condition** que **les autres proches** qui entretiennent des liens étroits et stables avec la personne ou qui manifestent de l'intérêt à son égard **en soient d'accord ou qu'il n'existe pas d'opposition légitime** ni à la mesure, ni à la personne choisie pour l'exercer.

Attention : cette mesure ne peut être exercée par les oncles et tantes, neveux et nièces, cousins.

Les actes à accomplir par la personne habilitée dès sa nomination

A la réception du jugement, la personne habilitée doit :

- ☞ **Informar les tiers et tous les organismes qui ont un lien avec le majeur :**
 - impôts
 - banques
 - établissement d'hébergement : foyer, maison de retraite
 - organismes versant des ressources au majeur : CAF, caisse de retraite, employeur...
 - assurance, mutuelle, caisse de sécurité sociale...
 - organismes en lien avec un logement : EDF, GDF, téléphone...

Vous pouvez leur joindre une copie de l'extrait de jugement.

- ☞ **S'assurer de la souscription de contrats d'assurance garantissant les risques aux biens et à la personne** (habitation, véhicule, responsabilité civile...).
- ☞ **modifier l'intitulé des comptes bancaires de la personne protégée** : faire apposer la mention « X sous habilitation de Y »).
- ☞ **Ouvrir un compte bancaire** si la personne protégée n'en est pas titulaire.
- ☞ **Réaliser les actes urgents** (petites réparations urgentes, souscription des assurances...).

L'exercice de la mesure

☞ les actes à accomplir par la personne habilitée durant la mesure de protection sans autorisation du juge des tutelles :

La personne habilitée doit :

- faire fonctionner les comptes bancaires de la personne protégée,
- percevoir les revenus de la personne protégée sur ses comptes bancaires, régler les dépenses et les dettes subsistantes, et déposer l'excédent des revenus sur un compte ou livret au nom de la personne protégée,
- ouvrir de nouveaux comptes, clôturer les comptes, faire des virements de compte à compte, transférer les comptes dans une autre banque ou agence, sans autorisation préalable du juge des tutelles (sauf clause contraire dans le jugement).

La personne habilitée n'a pas besoin :

- d'établir un inventaire du patrimoine de la personne à protéger,
- de rendre chaque année des comptes de gestion au directeur des services de greffe judiciaires du tribunal judiciaire.

La personne habilitée doit néanmoins tenir une **comptabilité** des ressources perçues et des dépenses effectuées pour le compte de la personne protégée, et en conserver les justificatifs (sa responsabilité pouvant être recherchée en cas de dysfonctionnement).

➔ Autres actes ne nécessitant pas l'autorisation du juge des tutelles :

- souscrire une assurance ou une mutuelle
- établir la déclaration d'impôts
- agir en justice pour la défense de ses droits patrimoniaux ou extra patrimoniaux
- souscrire un emprunt
- vendre un bien ou un objet précieux (sauf bien personnel), vendre ou acheter un immeuble sauf logement principal ou secondaire de la personne protégée ou un fonds de commerce
- accepter des dons ou legs grevés de charges
- signer une transaction, un compromis
- souscrire un contrat de gestion de patrimoine

Les actes nécessitant l'autorisation du Juge des tutelles

- **la vente, résiliation de bail, mise en location ou conclusion d'un contrat de viajar sur le logement de la personne à l'égard de laquelle l'habilitation a été prononcée (résidence principale ou secondaire) et disposition des meubles dont il est garni**

NB : Si c'est en vue d'un accueil en établissement (foyer, EHPAD), joindre un certificat médical d'un médecin n'exerçant pas de fonction dans cet établissement portant sur la faculté de la personne de se maintenir à son domicile.

- **actes de disposition à titre gratuit** (donation, acceptation ou renonciation à une succession, partage amiable...),
- **action en nullité ou en réduction** des actes passés par la personne protégée seule sans la représentation de son mandataire,
- **tout acte pour lequel la personne protégée est en opposition d'intérêts avec la personne habilitée** (par exemple acquisition des biens de la personne protégée, souscription ou rachat d'une assurance-vie désignant nommément la personne habilitée comme bénéficiaire).



les actes de gestion interdits à la personne habilitée :



Certains actes ne peuvent jamais être accomplis par la personne habilitée :

- **actes qui emportent une aliénation gratuite des biens ou des droits de la personne protégée** (sauf ce qui est dit à propos des donations) tels que la remise de dette, la renonciation gratuite à un droit acquis, la renonciation anticipée à l'action en réduction visée à aux articles 929 à 930-5 du code civil, la mainlevée d'hypothèque ou de sûreté sans paiement ou la constitution d'une servitude ou d'une sûreté pour garantir la dette d'un tiers,

- acquérir d'un tiers un droit ou une créance que ce dernier détient contre la personne protégée,
- exercer le commerce ou une profession libérale au nom de la personne protégée,
- représenter la personne protégée pour faire son testament,
- transférer dans un patrimoine fiduciaire les biens ou droits d'un majeur protégé.

☞ **Les actes relatifs à la protection de la personne :**

De manière générale, pour les actes personnels, la personne habilitée **assiste ou représente le majeur** selon ce qui est indiqué dans le jugement.

Il convient de **respecter la volonté de la personne protégée**, tel qu'elle peut encore l'exprimer au regard de son état de santé ou de la volonté exprimée avant la mesure. La personne protégée prend seule les décisions relatives à sa personne dans la mesure où son état le permet (choix du lieu de vacances, pratique de loisirs, organisation de ses fréquentations, pratique d'une religion ou spiritualité, prescription médicamenteuse banale....)

Le majeur protégé choisit son lieu de résidence : en cas de conflit, le juge des tutelles doit être sollicité aux fins de fixation du lieu de résidence.

En matière de santé, la personne habilitée doit respecter, dans la mesure du possible, **le consentement du majeur**, selon ce qu'il peut dire ou ce qu'il a pu dire auparavant (autorisation ou refus de soins par exemple).

En cas de désaccord entre la personne habilitée et le majeur protégé, le juge des tutelles doit être saisi.

Vous devez prendre à l'égard du majeur protégé les mesures de protection strictement nécessaires pour mettre fin au danger que, du fait de son comportement, l'intéressé pourrait faire courir à lui-même. Vous en informez sans délai le juge des tutelles.

La personne habilitée ne pourra pas effectuer les actes suivants qui relèvent du consentement strictement personnel de la personne protégée :

- La déclaration de naissance d'un enfant,
- La reconnaissance d'un enfant,
- Les actes de l'autorité parentale relatifs à la personne d'un enfant,
- La déclaration du choix ou du changement du nom d'un enfant,
- Le consentement donné à sa propre adoption ou à celle de son enfant.

Si la personne habilitée ou toute autre proche désigné à l'article 494-1 du code civil l'estime nécessaire, il peut saisir le juge des tutelles de toute difficulté dans l'exercice de la mesure.

La fin de la mesure

En cas d'habilitation générale, **la durée de la mesure initiale est de maximum 10 ans.**

Afin que la mesure soit renouvelée, la personne habilitée **doit déposer une requête dans les 06 mois avant l'échéance**, avec un avis médical.

A défaut, la mesure cesse automatiquement.

La mesure d'habitation familiale et les fonctions du mandataire habilité prennent fin :

- en cas de décès de la personne protégée
- en cas de mainlevée de la mesure par jugement du juge des tutelles
- en cas d'ouverture d'une mesure de sauvegarde de justice, de curatelle ou de tutelle
- en cas d'arrivée du terme de la mesure, sans jugement de renouvellement
- en cas de nomination d'une autre personne habilitée
- après l'accomplissement des actes pour lesquels l'habilitation a été délivrée

Dans ces cas, la personne habilitée ne peut plus effectuer aucun acte pour le compte de la personne protégée et devra remettre les pièces comptables et toutes les autres pièces relatives à la gestion de la mesure soit à la personne protégée devenue capable, soit au nouveau mandataire habilité, soit à ses héritiers en cas de décès.

Pour finir

Cette notice n'est pas exhaustive. En cas de **difficulté** dans le cadre de votre mission de personne habilitée à représenter la personne protégée, vous pouvez vous adresser à :

- l'association de soutien aux tuteurs familiaux 35, dont la plaquette vous a été remise à l'audition (1 rue du Houx, 35700 Rennes, Tel. : 02.30.03.95.60, site web : tuteursfamiliaux35.org),
- par courrier, au juge des tutelles en explicitant et en justifiant votre demande.

Pour les actes nécessitant l'autorisation du juge des tutelles, des **modèles de requêtes** sont annexés à cette notice, il convient de les remplir et de **joindre** les justificatifs demandés ainsi qu'une copie du jugement d'habilitation, puis de les envoyer au tribunal d'instance. Conservez des exemplaires vierges de chaque formulaire. L'examen de votre requête impliquera une convocation des parties.